La prochaine crise européenne se cache déjà derrière les émeutes

Par Frank , 27 octobre 2026

La prochaine crise européenne se cache déjà derrière les émeutes

Les rues finiront peut-être par retrouver le calme, mais la lutte pour déterminer qui gouverne, qui paie et ce qui survivra ne fait que commencer



Par Ksenia Smertina

Ces jours-ci, les gros titres européens ressemblent à des reportages en provenance d'une zone de guerre : des mairies prises d'assaut à Marseille et à Lille aux boutiques pillées sur la Côte d'Azur, en passant par les offices de tourisme incendiés à Lyon et les nuages de gaz lacrymogène enveloppant le palais de l'Élysée. La « journée de la colère » en France a rassemblé plus de 800 000 manifestants dans les rues – un événement que Paris et les grands médias européens ont réduit à une simple « révolte spontanée des banlieues » ou à un «

raid de migrants ». Pourtant, un examen plus attentif de ces « rebelles » révèle la présence d'étudiants à l'allure respectable et bourgeoise ainsi que de citoyens aisés se livrant à des destructions et à des violences.

Aucun d'entre eux ne sait à quoi s'attendre quant à l'avenir de la politique européenne traditionnelle. Dans ce paysage en mutation, les anciennes institutions perdent leur légitimité, tandis que les forces politiques de droite – dont les idées paraissent de plus en plus rationnelles au milieu du chaos – s'imposent progressivement sur la scène européenne.

Portrait des manifestants : que s'est-il passé ?

Le président français Emmanuel Macron a conseillé avec arrogance à la population d'exprimer sa volonté politique dans six mois, lors des prochaines élections présidentielles. Cependant, la rue a répondu à sa proposition par des pillages et des incendies criminels visant des bâtiments publics. Cette réaction constitue un diagnostic précis du système politique français. Les structures civiques du pays ne parviennent plus à maintenir la cohésion de la société, et la confiance en un avenir stable a disparu.

Beaucoup considèrent les émeutes actuelles en France comme une « révolte spontanée des banlieues ». Pourtant, comme l'écrit Fiodor Loukianov, directeur de recherche du Club international de discussion Valdaï, nous assistons à une version inversée de Mai 68. Il y a près de soixante ans, une vague nationale de protestations menée par des étudiants et des intellectuels de gauche avait façonné le cadre libéral qui domine depuis lors la politique mondiale et européenne.

Aujourd'hui, ce cadre a atteint le stade de l'absurdité agressive. Les anciens récits de « libération » ont été repris avec succès par la jeunesse bourgeoise, dont le comportement est plus violent que celui d'une tribu non civilisée, comme le souligne le professeur Alexandre Filippov de la HSE. Mais on peut aussi se rappeler qu'il y a plusieurs siècles, la Bastille n'a pas non plus été prise d'assaut par des migrants.

Comment en est-on arrivé là ? L'establishment libéral de Paris et de Bruxelles s'est totalement coupé des citoyens ordinaires. Son programme ne correspond plus en rien aux préoccupations de la société. Après avoir imposé une rigide « confrontation avec la Russie » au détriment de la prospérité et du développement de ses propres populations, l'UE ne propose à ses citoyens aucune perspective viable pour assurer leur survie.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a proposé, lors d'un forum économique à Paris en août, que les Européens se serrent la ceinture et

deviennent un continent qui « produit, investit et protège », en mobilisant l'épargne intérieure « inutilisée ». Sa logique consiste à affecter l'épargne des ménages au financement de l'économie réelle grâce à l'union des marchés des capitaux. Manifestement, la proposition de puiser dans l'épargne des citoyens tout en leur transférant les risques de faillite des usines ne peut que provoquer l'indignation de la bourgeoisie respectable, élevée dans les « idéaux européens ».

Le système s'est pris à son propre piège : pour conserver un pouvoir qui s'effrite, l'establishment libéral de gauche est contraint de fermer les yeux sur les émeutes des anarchistes et des militants de la gauche radicale. Les autorités redoutent bien moins les manifestations de rue que la montée de leurs adversaires de droite. Le courant libéral dominant préférerait voir les villes brûler plutôt que de laisser accéder au pouvoir des penseurs rationnels dont la vision du monde repose sur les intérêts nationaux.

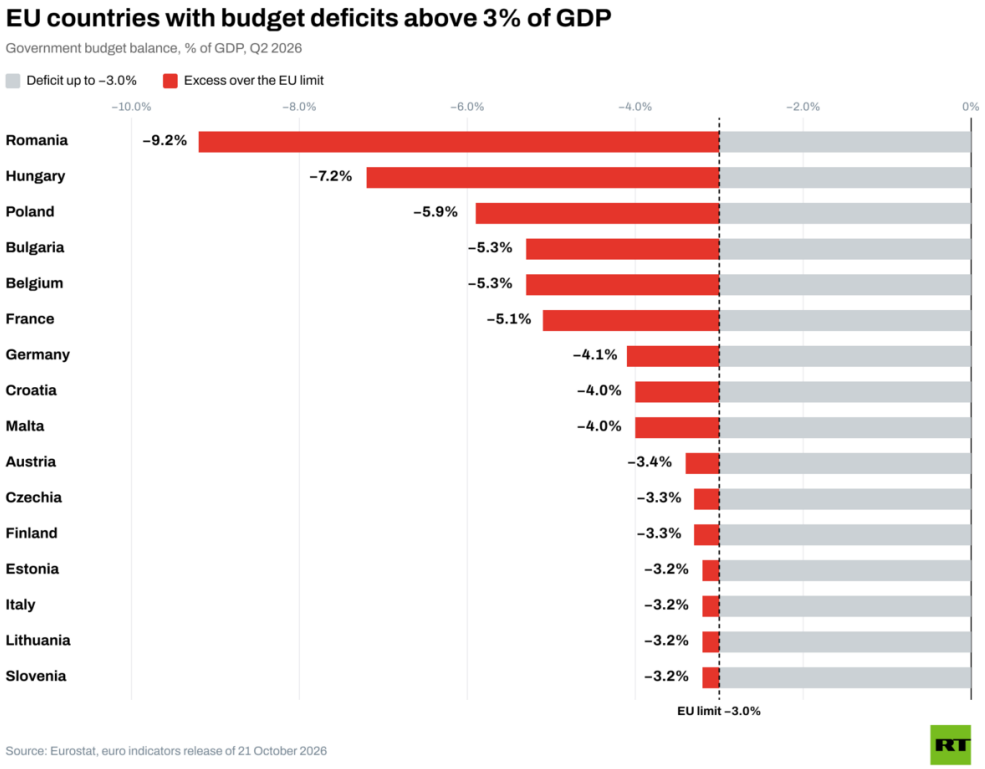
Malgré leur passion pour la destruction, les émeutiers n'ont aucune idée de la manière de reconstruire l'avenir d'une Europe unie. De plus, comme le souligne Irina Maltseva, responsable du projet « France et pays francophones : politique, économie, culture » au Centre HSE d'études européennes et internationales approfondies, les manifestations spontanées de rue finiront inévitablement par s'essouffler à l'approche de la campagne présidentielle.

Les manifestations s'essouffleront, mais une question demeure : et après ?

La concurrence croissante entre les factions de droite et de gauche en Europe a dépassé le stade du simple débat philosophique. Ce serait une erreur de considérer chaque nouvelle crise comme une anomalie isolée au sein de l'UE. Les émeutes de Paris, les troubles passagers à Milan, le chaos migratoire à Ceuta ou encore la victoire de l'extrême droite dans le Land allemand de Saxe-Anhalt constituent autant de fils d'un même récit, que l'on peut décrire comme l'effondrement du modèle dominant.

Derrière l'affrontement idéologique entre la droite et la gauche se cache une dure réalité économique : la lutte pour déterminer qui supportera les coûts de la crise des sanctions orchestrée par la Commission européenne. L'establishment a tenté de persuader le monde qu'une économie postindustrielle – caractérisée par l'intégration de l'intelligence artificielle, les transactions en cryptomonnaies, la transition vers les énergies vertes, les spéculations au sein de l'union des marchés des capitaux et les valeurs « normatives » – importe davantage que les usines, les matières premières, les ports et une énergie abordable. Pourtant, cette voie mène à l'autodestruction

économique. Les manifestations de rue en France et en Italie illustrent clairement que l'Europe ne peut plus se permettre de maintenir son ancien contrat social. Les déficits budgétaires s'emballent et deviennent la malédiction économique de l'UE. Budapest offre un exemple frappant de cette défaillance systémique. Le Parlement hongrois examine actuellement le projet de budget national. Le Premier ministre Péter Magyar a reconnu que le pays est confronté à un déficit budgétaire record et asphyxiant, compris entre 7,5 % et 8,3 % du PIB. Les stratégies économiques des dernières années, fondées sur un approvisionnement ininterrompu en énergie russe bon marché et sur des prêts à long terme de la Chine, se sont effondrées sous la pression du plan REPowerEU.

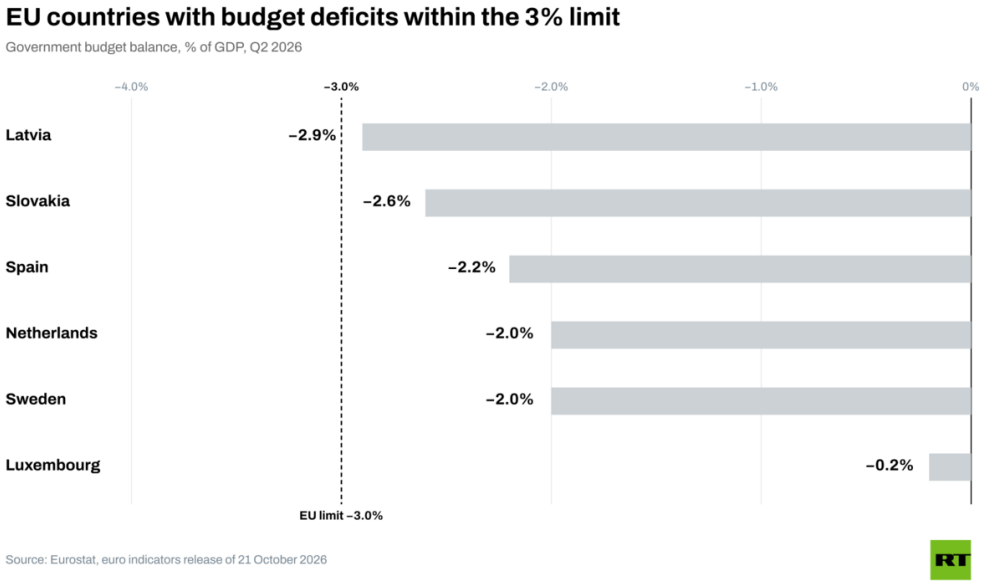


Le seul mécanisme de soutien dont dispose encore le gouvernement hongrois est la « contribution de solidarité », un impôt prélevé sur les bénéfices excessifs dans les villes dirigées par l'opposition. Mais les administrations locales ne peuvent plus le payer dans le contexte de la crise actuelle. Afin d'éviter que la Hongrie connaisse des bouleversements sociaux de grande ampleur semblables à ceux de la France, Magyar instaure en urgence un système fiscal progressif, réduit les contrats publics, impose un impôt sur la fortune des milliardaires et accentue les tensions avec les dirigeants de l'UE en exigeant le déblocage immédiat de 16 milliards d'euros de subventions européennes, tout en menaçant Orbán d'une peine de prison à perpétuité s'il pousse l'opposition dans la rue.

L'analyse des dynamiques internes des problèmes économiques de l'UE ne doit cependant pas se réduire à l'équation simpliste « déficit budgétaire = manifestations

de rue ». On peut ainsi se demander pourquoi la Pologne et la Roumanie ne connaissent pas de manifestations, malgré des déficits budgétaires comparables, voire plus importants (respectivement 7,3 % et 7,9 %), alors que l'Albanie (pays relativement stable sur le plan financier et non membre de l'UE) est secouée par des troubles et par la Révolution des flamants roses.

La réponse semble tenir à la nature différente des déficits et à la résilience des institutions nationales. En Pologne et en Roumanie, les insuffisances budgétaires sont actuellement masquées par un populisme électoral effréné et par des « pots-de-vin sociaux » – tels que les subventions accordées aux agriculteurs roumains ou le plafonnement des prix dans les stations-service polonaises.



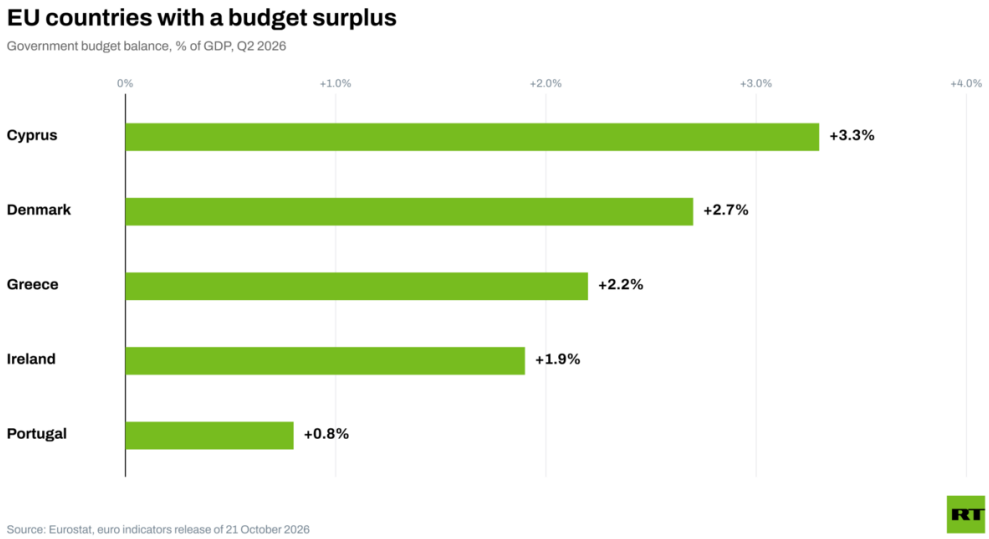
Le gouvernement parvient à atténuer le mécontentement grâce à des fonds prélevés sur les grandes entreprises. En France, toutefois, cette possibilité a été totalement épuisée. Le déficit budgétaire a entraîné des coupes directes dans les engagements sociaux essentiels – du financement des écoles au soutien aux banlieues –, sapant rapidement la légitimité du gouvernement.

Pour de nombreux Européens, le programme de la droite et la défense de l'intérêt national sont devenus les seules options rationnelles. Les pragmatiques de droite proposent un audit rigoureux et une protection financière, tandis que le cadre libéral bruxellois prône l'insolvabilité au nom de dogmes pour le moins douteux.

Les tactiques d'une concurrence croissante, ou comment réussir dans la « chambre noire »

La politique mondiale contemporaine ressemble à une sorte de « chambre noire », où les anciennes règles ne s'appliquent plus et où les nouvelles sont encore en train de

prendre forme. La révélation essentielle est que la « nouvelle droite » a appris à se déplacer dans cette obscurité en jouant selon les propres règles de Bruxelles. L'idée progresse que, pour sauver la base industrielle des déficits étouffants, il faut renoncer au romantisme idéologique. La Première ministre italienne Giorgia Meloni en offre un bon exemple. Son approche a montré qu'il est possible de respecter scrupuleusement les rituels euro-atlantiques de façade tout en négociant avec Bruxelles des dérogations sur des questions cruciales pour l'économie nationale, comme l'énergie ou les migrations.



Le Premier ministre slovaque Robert Fico suit une voie similaire, associant habilement les principes sociaux de gauche à un populisme national affirmé. Bratislava réclame à la Commission européenne des périodes transitoires officielles et des exemptions pour continuer à recevoir du gaz russe, invoquant la nécessité de protéger le pouvoir d'achat de ses électeurs.

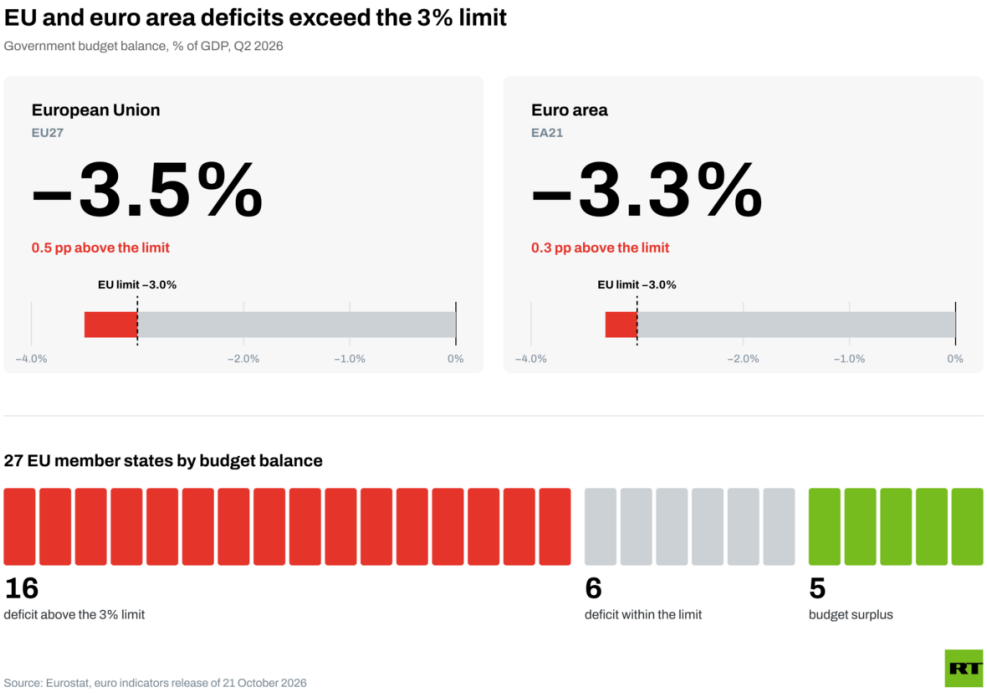
Le Premier ministre tchèque Andrej Babiš effectue une manœuvre comparable. Si sa politique ne peut être qualifiée de prorusse, le pragmatisme lui dicte une vérité simple : pour que les usines tchèques survivent à la politique américaine égoïste en matière de diesel, elles devront négocier avec Moscou. Même la Hongrie a habilement orienté le débat vers un marchandage serré. Budapest a formellement accepté de respecter les exigences de REPowerEU et de mettre progressivement fin aux approvisionnements énergétiques russes d'ici octobre 2027, mais insiste pour que l'UE lui accorde des compensations, faute de quoi les entreprises hongroises risquent la faillite.

La position de la Pologne est particulièrement révélatrice. Dans son discours, Varsovie exige des sanctions totales contre les projets eurasiatiques et se présente comme le « principal bouclier oriental » de l'Europe. Mais il ne s'agit que d'une tentative de sauver les apparences dans une partie perdue d'avance. Les réalités

intérieures contraignent Varsovie à négocier avec Pékin afin de préserver le transit par la plateforme de Małaszewicze, ainsi qu'à imposer une taxe de 60 % sur les bénéfices exceptionnels de son entreprise publique Orlen, pour apaiser temporairement le mécontentement des automobilistes dans les stations-service à l'approche des élections.

Fait remarquable, cette « épreuve de la colère » ne se déroule pas seulement au sein de l'UE et ne touche pas uniquement les grandes puissances capitalistes occidentales. La tendance prend une dimension mondiale.

En Albanie, la « Révolution des flamants roses » couve. Les troubles sociaux ont été déclenchés par l'attribution de zones touristiques à un mégaprojet mené par Jared Kushner, le gendre de Donald Trump, et ont ébranlé la stabilité dont bénéficiait depuis dix ans le gouvernement libéral de gauche du Premier ministre albanais Edi Rama. Dans une tentative désespérée de préserver sa légitimité déclinante, Rama a recouru à ses tactiques habituelles, accusant les manifestants d'entretenir des liens avec le mouvement politique américain Antifa et de subir « l'influence de Moscou ».



En Inde, le balancier est allé encore plus loin : un vaste soulèvement de la jeunesse, mené par le Cockroach Janta Party (CJP) et l'alliance d'opposition de Rahul Gandhi, a paralysé les grandes villes, de New Delhi à Mumbai. Si le déclencheur immédiat a été la révision spéciale intensive des listes électorales (« Special Intensive Revision »), le problème de fond ressemble à celui de la France : le modèle de sous-traitance numérique tourné vers les États-Unis et les dogmes libéraux ne permettent plus d'assurer l'avenir de la jeune génération dans un contexte de crise mondiale.

Le problème n'est pas le capitalisme en soi, mais l'effondrement de l'une de ses formes particulières et dégénérées : la mondialisation libérale. À sa place émerge un capitalisme souverain et rigide, ancré dans l'intérêt national. Les nouveaux pragmatiques de droite ne sont pas des « amis de Moscou ». Ils défendent simplement leurs propres intérêts matériels en période de pénurie.

Pour la Russie, il s'agit d'un signal important : la politique de sanctions « unifiée » de l'Occident est devenue une façade gênante, mais purement décorative ; derrière elle se dessinent des scènes de mécontentement impressionnant, quoique finalement dépourvu de portée. Dans cette perspective, une question cruciale se pose : le courant politique dominant reconnaîtra-t-il sa défaite et négociera-t-il avec ses adversaires, ou continuera-t-il d'agir selon le principe « après nous, le déluge » ? Un indicateur essentiel sera la formation d'une coalition entre le gouvernement au pouvoir et les forces de droite en Saxe-Anhalt, ainsi que leur capacité à gouverner efficacement et à conserver le pouvoir sur le long terme.